

Points de l'intervention de Jean-Pierre Audy,
député européen
président de la délégation française du Groupe du Parti populaire européen (PPE)

Seul le texte fait foi

Mes premiers mots seront pour m'excuser de ne pas être physiquement avec vous à Bruxelles en raison de la session plénière du Parlement européen qui se déroule actuellement à Strasbourg et je salue et remercie L'ENSREG, la Commission européenne et les services du Parlement européen pour l'aide technique apportée me permettant de participer aujourd'hui à cette conférence depuis Strasbourg en visioconférence.

Le Parlement européen représente les citoyens de l'Union.

La sécurité, sur tous les sujets, est une préoccupation de nos concitoyens :

- sécurité vis-à-vis des établissements de crédit,
 - sécurité à nos frontières extérieures,
 - sécurité sur la route,
 - sécurité sur le territoire grâce aux forces militaires en ayant la paix.
 - sécurité des échanges
- etc....

Pour ce qui a trait au nucléaire, les citoyens ont le sentiment qu'il s'agit d'une énergie confidentielle qui n'a pas la culture de la transparence. La transparence est pourtant déterminante pour obtenir la confiance.

L'énergie nucléaire constitue un élément important du débat sur la lutte contre le changement climatique, la décarbonisation de notre économie et l'indépendance énergétique de notre continent. L'énergie nucléaire est, également très importante pour la compétitivité de notre économie et le pouvoir d'achat des citoyens.

Une technologie nucléaire plus évoluée que les générations actuelles pourrait offrir des perspectives d'améliorations importantes en matière de rendement et d'utilisation des ressources, mais il faut garantir les normes de sûreté les plus élevées au niveau européen et mondial (leadership européen) tout en produisant moins de déchets que les systèmes actuels.

Afin de réaliser la vision à l'horizon 2050 d'une société à faibles émissions de carbone, le plan SET (Strategic Energy Technology Plan) donne mandat à Euratom pour achever les préparatifs pour la démonstration de la génération IV de réacteurs de fission, plus durables et plus sûrs. Nous avons approuvé le programme H2020/Euratom en début de cette année et la sûreté doit figurer à l'évidence au premier plan de nos préoccupations de recherche et d'innovation.

Après Fukushima, le Parlement a salué les initiatives de la Commission ainsi que la réaction des chefs d'Etat et des Parlements nationaux. La commission de l'Industrie, de la Recherche et de l'Energie (ITRE) a décidé de poser une question orale à la Commission, à savoir: comment envisager des propositions relatives à la sûreté nucléaire. Le Parlement ne possède, en effet, pas l'initiative législative, détenue par la

Commission, mais la question orale est une forme de détournement. Le commissaire Oettinger a répondu favorablement à celle-ci. Le Parlement a d'ailleurs émis le souhait qu'il prenne en considération la résolution du Parlement du 14 mars dernier.

L'énergie touche directement le pouvoir d'achat des citoyens. Elle représente de 8 à 17% du budget d'un ménage. Le commissaire Oettinger a d'ailleurs noté que les désordres politiques en Bulgarie trouvent leur origine dans le coût de l'énergie.

Nous ne pourrions pas, durablement, avoir, en Europe, une énergie qui, en moyenne, coûte 2 fois plus chère qu'aux Etats-Unis.

Nous, les députés européens, félicitons l'ensemble des institutions européennes ainsi que l'ENSREG et les régulateurs nationaux. Ceux-ci ont rendu possible la procédure de test de résistance pour les réacteurs dans l'UE et certains hors de l'Union. C'est un exercice sans précédent qu'il faut saluer. Dans la résolution, nous avons plus particulièrement insisté sur:

- la confirmation de l'utilité de cette procédure de tests de résistance visant à améliorer la culture de sûreté nucléaire en Europe.
- les dangers du stockage des déchets radioactifs doivent également être pris en considération.
- la nécessité d'encourager une coopération étroite au niveau international entre autres dans la définition des normes de sûreté et la promotion des tests de résistance vis-à-vis des pays tiers notamment dans le cadre de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA).
- invite les Etats membres et les autorités de sûreté à mettre en œuvre les meilleures pratiques possibles, notamment recensées par le comité d'évaluation des pairs, et à adapter éventuellement leurs législations nationales.
- invite les Etats membres, la Commission, l'ENSREG, l'ENSRA et les exploitants de centrales nucléaires à collaborer afin de prendre en compte d'autres risques, comme les chutes d'avions ou encore le terrorisme, non couverts par ces stress tests. Il est vrai que dans certains cas un travail en commun de la part de la Commission européenne, des Etats membres, de l'ENSREG, des régulateurs nationaux et des opérateurs dans le domaine de la sécurité pourrait être bénéfique.
- la nécessité d'étendre ces tests à la planification d'évacuation d'urgence hors site.
- la nécessité de maintenir et de développer des compétences dans la fission nucléaire et la radioprotection qui sont au coeur d'une solide culture de sûreté.
- souligne le besoin prioritaire d'indépendance et de transparence des autorités de sûreté pour une meilleure information du public.
- souhaite une analyse détaillée du coût des mesures d'améliorations qui sont à apporter ainsi qu'une meilleure prise en compte des coûts de déclassement. En effet il faudrait inclure dans le prix du nucléaire le coût du démantèlement. L'industrie nucléaire se

prévaut d'être la moins chère, mais est-ce bien le cas quand on calcule réellement les coûts en incluant ceux de déclassement?

- nous demandons que l'ENSREG informe régulièrement les institutions (la Commission, le Conseil et le Parlement) des progrès accomplis, du suivi des améliorations apportées et des résultats obtenus dans le domaine de la sûreté nucléaire (gestion des déchets...)

Nous soutenons la politique de l'Union sur la sûreté nucléaire et l'évolution de la législation correspondante afin de promouvoir les politiques dans les domaines de la sûreté nucléaire, les assurances et la responsabilité des opérateurs, la gestion des déchets nucléaires, les incidences sur l'environnement et le développement des connaissances .

Enfin, il faut absolument investir dans le domaine de la recherche et du génie scientifique et dans la sûreté nucléaire. Nous avons un danger avec les centrales nucléaires low cost. La qualité doit être la première priorité en Europe, sinon on paye le prix fort.

Au sujet de la recherche scientifique, il y a un problème: le mandat d'Euratom est de 5 ans alors que le programme Horizon 2020 sur la recherche et l'innovation est de 7 ans, il faudrait une plus grande cohérence.

La recherche scientifique est déterminante car nous savons que l'humanité réglera de nombreux problèmes par le génie scientifique. Je salue, à cet égard, le travail remarquable effectué par le Centre commun de recherche.

Il faudra, également, traiter la responsabilité des exploitantse en cas de sinistre. Il ne faudrait pas que la double-peine soit imposée aux citoyens, c'est-à-dire à la fois supporter les conséquences d'un sinistre et la fiscalité correspondant au coût de réparation des désordres provoqués par le sinistre. La couverture des risques doit être incluse dans le prix de revient. Les exploitants devront prévoir tous les coûts y compris le déclassement et l'assurance des éventuels sinistres (contrat d'assurance, niveau de fonds propres, fonds collectifs mutualisant le risque etc..). Si les règles comptables ne permettent pas de comptabiliser les provisions nécessaires à la couverture de tous les coûts, il ne faudra pas hésiter à les réviser.

Le nucléaire fait débat au Parlement, c'est normal. Nous attendons le projet de modification de directive de la Commission, en espérant qu'elle prenne en considération nos demandes. Nous sommes un Parlement légitime mais finissant: le calendrier va s'avérer difficile.

Les signaux de la Commission, du Conseil ainsi que des chefs d'Etat nous confirment que la question de la sûreté nucléaire est bien prise en compte. L'énergie nucléaire est un élément important, qui sera au coeur des élections de 2014, ce qui explique la préoccupation apportée à la qualité des normes de sûreté.